



18^{ème} session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT
Ouagadougou, le 16 avril 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Conseil des Ministres d'AFRISTAT a tenu sa 18^{ème} session ordinaire le 16 avril 2009 à Ouagadougou (Burkina Faso) sous la présidence de Monsieur Mamadouba Max Bangoura, Ministre du Plan et de la Promotion du Secteur privé de la République de Guinée.

Les travaux du Conseil ont porté sur les questions relatives au fonctionnement courant de l'organisation ainsi que sur celles relatives à son développement.

Parmi les questions inscrites à l'ordre du jour, le Conseil des Ministres a adopté les orientations stratégiques de travail d'AFRISTAT pour la période 2011-2015. Celles-ci tiennent compte des défis de développement majeurs des Etats membres. En particulier, ces orientations sont en adéquation avec les stratégies d'intégration sous-régionales et régionales.

Dans le cadre du renforcement des capacités d'intervention de l'institution, le Conseil des Ministres a demandé à la Direction générale de mener une réflexion approfondie sur l'organisation institutionnelle d'AFRISTAT ainsi que sur l'évaluation du volume du Fonds AFRISTAT pour le financement de ses activités au titre de la période 2016-2025.

Afin de renforcer les moyens d'intégration et de développer les outils d'harmonisation, le Conseil des Ministres a adopté des normes communes de création d'un répertoire d'entreprises national à des fins statistiques et d'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle.

Le Conseil des Ministres a exprimé sa satisfaction à la Direction générale pour le travail accompli et a adressé ses vifs remerciements aux partenaires techniques et financiers, particulièrement à la France, pour l'assistance multiforme qu'ils apportent au développement de la statistique dans les Etats membres d'AFRISTAT.

Très sensibles à l'accueil chaleureux et fraternel dont ils ont été l'objet, les membres du Conseil expriment leur profonde gratitude à Son Excellence Blaise Compaoré, Président du Faso, et à son gouvernement ainsi qu'au peuple burkinabè.

Fait à Ouagadougou, le 16 avril 2009.